

COMMUNIQUE DE PRESSE

IDEX Paris-Saclay : La fin de l'université Paris-Sud pour servir les seuls intérêts du MEDEF et construire un marché européen des savoirs

Le Premier Ministre François Fillon se rend aujourd'hui à Supelec pour vanter l'action du gouvernement au sujet « du Grand Paris de la recherche et de l'innovation ».

Sous couvert de promouvoir l'innovation dans le cadre de la compétition internationale, les réformes engagées par la droite n'ont qu'une seule obsession : répondre aux exigences du MEDEF en mettant au service exclusif de grands groupes industriels le potentiel public de recherche et d'enseignement supérieur dont dispose la France aujourd'hui. Ces mêmes grands groupes industriels qui d'un côté sacrifient leurs départements R&D et de l'autre détournent à travers des stratégies d'optimisation fiscale le fameux Crédit Impôt Recherche. Cet affaiblissement des structures publiques est un nouveau pas vers la libéralisation de l'économie de la connaissance promue par les traités européens.

L'IDEX Paris-Saclay, fer de lance de la politique de Nicolas Sarkozy en terme d'enseignement supérieur et de recherche, répond parfaitement à ce dessein :

- Annonce de la création en janvier 2014 d'un nouvel établissement "Université Paris-Saclay" qui n'a d'Université que le nom. C'est la fin des instances collégiales remplacées par une gouvernance resserrée chapeautant le rassemblement de structures publiques/privées d'universités, d'écoles d'ingénieurs et de commerce, et d'organismes de recherche. Seuls 14% des droits de vote seraient accordés à l'Université Paris Sud et au CNRS, alors qu'ils représentent 51% des personnels et 64% des étudiants !

- Réduction drastique des financements récurrents au profit de financements sur projets, sans lendemain, amenant à une compétition généralisée entre laboratoires pour décrocher des fonds de survie. Cette course aux financements supervisée par l'AERES (*), le "Standard & Poor's" de la Recherche, ce sont des milliers d'heures détournées en activités bureaucratiques inutiles. C'est la précarité et l'instabilité imposées comme mode de fonctionnement normal dégradant l'atmosphère des laboratoires de recherche avec la baisse de l'esprit collectif remplacé par le chacun pour soi.

- Une offre de formation favorisant les filières sélectives tournées en direction des seuls étudiants issus du système de classes préparatoires. Les licences universitaires, détachées des niveaux Master et Doctorat, seront cantonnées dans un collège universitaire sous-financé, tournant le dos aux ambitions de proposer un enseignement de qualité pour tous.

Le Front de Gauche avec son candidat à la présidentielle Jean Luc Mélenchon portent une toute autre ambition, celle d'agir pour que la production, le partage et la diffusion des connaissances ne subissent pas la logique du marché et de la rentabilité financière. Son programme "l'Humain d'abord" énonce des propositions concrètes dont l'abandon de la loi LRU, la dissolution de l'AERES qui est une agence de classement et non d'évaluation, et la redistribution des crédits prévus pour les IDEX aux organismes statutaires. Une autre politique pour la recherche et l'enseignement supérieur, construite avec les personnels concernés, viserait à remplacer la notion de pôles de compétitivité par celle de pôles de coopérations indispensables pour le développement économique et social de nos territoires.

(*) : Agence d'Evaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur créée par la loi de programme pour la recherche de 2006